

états-Unis Samedi 10 octobre 2009

Wall Street tente de bloquer la réforme des matières premières

Par Pierre-Alexandre Sallier

Le projet de réglementation des dérivés fait l'objet d'une bataille feutrée mais acharnée aux Etats-Unis. Les lobbyistes de Wall Street se déchaînent. Son issue décidera de l'influence de la finance sur les prix du pétrole ou des céréales

«Projet de loi sur la réglementation des produits dérivés échangés de gré à gré»: l'intitulé des mesures actuellement discutées par les parlementaires américains suffit à détourner l'attention du grand public. C'est pourtant l'un des chapitres les plus cruciaux de la reprise en main de la finance promise par l'administration Obama qui se joue à Capitol Hill: il vise notamment à limiter les excès spéculatifs ayant fait volatiliser le prix du pétrole à 147 dollars en juillet 2008.

Objectif? Encadrer les investissements des grandes institutions financières sur les marchés des matières premières. Et surveiller les banques réalisant ces placements via des opérations de gré à gré, dites «swaps».

Le projet de loi présenté il y a une semaine par Barney Frank, le démocrate à la tête de la Commission des finances de la Chambre des représentants, semblait aller dans ce sens. Lors de son audition par les parlementaires, mercredi, Gary Gensler, le responsable de la CFTC - l'agence de surveillance des bourses de produit de base - a pourtant critiqué les insuffisances d'un texte qui pourrait être voté dès novembre. Selon ce dernier, le texte en discussion laisserait en réalité la plupart des gros intervenants financiers de ces marchés - comme Morgan Stanley ou Goldman Sachs - passer entre les mailles du filet et serait plus laxiste que le plan évoqué par l'administration Obama en août.

Obligations plus strictes

Ce projet alternatif prévoit que les banques réalisant ces opérations «swaps» soient soumises à des obligations plus strictes en termes de capital, de transparence sur leurs activités, d'actifs déposés en garantie, et d'ampleur de leur influence sur des marchés vitaux, comme des hydrocarbures. Surtout, l'objectif était de faire passer des opérations jusque-là négociées de gré à gré sur des plateformes d'échanges électroniques ressemblant davantage à un marché organisé.

Face à cette menace, les lobbyistes de Wall Street se déchaînent. Et rappellent que les exemptions réglementaires en vigueur depuis quinze ans étaient censées permettre aux agriculteurs ou à des industriels comme Cargill, Caterpillar ou Exxon de se «couvrir», c'est-à-dire de protéger leurs activités contre les fluctuations de cours des matières premières. Y mettre fin pourrait donc perturber leur activité, menacer des milliers d'emplois.

Des inquiétudes réelles. Mais qui passent sous silence le fait que ce régime favorable a été exploité par les grandes banques, arguant qu'elles ne faisaient que «couvrir» les services qu'elles offraient aux grandes institutions financières désireuses d'investir sur le pétrole ou les céréales.

